

RESOLUTION NO. 3 : EXTREME DROITE

(Version originale en français)

**Le 31^{ème} Congrès mondial de l'Internationale des Services Publics (ISP),
qui se tiendra à Genève, en Suisse, du 14 au 18 octobre 2023**

NOTE que des pays comme le Brésil, l'Italie et la Hongrie ont connu ou connaissent des gouvernements d'extrême droite. D'autres pays dans le monde sont confrontés à la montée des partis d'extrême droite et à la banalisation des idées xénophobes, sexistes et homophobes défendues par ces partis.

RECONNAÎT que le développement des idées d'extrême droite est l'une des conséquences de la mondialisation capitaliste - qui détruit les règles sociales et environnementales - et de l'explosion des inégalités dans les sociétés libérales.

RECONNAÎT que l'extrême droite s'est toujours caractérisée par des projets politiques fondés sur la violence idéologique et politique à l'encontre de certaines catégories de la population. Si la crise migratoire a été leur principal moteur ces dernières années, leur projet politique est également dirigé contre les droits des femmes ou des personnes LGBTQI, et contre les minorités ethniques ou religieuses.

CONDAMNE avec la plus grande fermeté ces idéologies et politiques de haine et d'exclusion et refuse la banalisation et la diffusion des idées d'extrême droite.

SOUTIENT les actions, la sensibilisation et les mobilisations contre le racisme et l'extrême droite dans le monde entier.

SOUTIENT l'égalité entre toutes les femmes et tous les hommes en tant que revendication forte du mouvement syndical international, indépendamment de leur nationalité, de leur genre, de leur orientation sexuelle ou de leur religion.

LE CONGRES DE L'ISP

APPELLE donc à ne pas leur abandonner le terrain.

APPELLE à renforcer l'expression de l'antiracisme et la lutte pour l'égalité des droits.

APPELLE à informer nos électeurs.trices sur les partis et idéologies d'extrême droite et dénoncer leurs mensonges.

DEMANDE à lutter contre le chômage, la pauvreté et toutes les formes d'exclusion, la réduction du temps de travail et la création d'emplois utiles et nécessaires au développement des services publics à la population, la régularisation de tous les travailleurs.euses sans papiers pour mettre fin à leur surexploitation et assurer l'égalité entre tous les travailleurs.euses et la lutte contre la pauvreté.

APPELLE à mettre fin à la discrimination entre les hommes et les femmes et les personnes LGBTQI en menant la lutte idéologique contre les idées d'extrême droite par le biais de tous nos moyens de communication, de la bataille culturelle, de la formation syndicale et de l'éducation populaire.

Soumis par : Fédération CGT des Services publics de France

L'EB recommande le soutien.